

SHORT NEWS

Fahrradzähler machen Mut

Auch wenn sich die Zahl der RadfahrerInnen in den letzten Jahren nach Angaben der Gemeindeverantwortlichen verdoppelt hat, so befällt besonders außerhalb der Spitzenstunden die aktiven RadfahrerInnen schon mal gerne ein gewisses Gefühl der Einsamkeit. Noch herrscht das Auto uneingeschränkt über die Straßen der Hauptstadt und es erfordert immer noch ein Quentchen Mut, die Hauptstadt pedalierend zu durchqueren. Um dem entgegenzuwirken, gibt es seit dieser Woche eine Art moralische Stütze an der südlichen Seite des Viaduc: Ein elektronischer „Bike Counter“ informiert die Öffentlichkeit über die Zahl der RadfahrerInnen die am betreffenden Tag hier vorbeigekommen sind und gibt zudem den Stand der gesamten Radbewegungen seit Anfang des Jahres bekannt. Selbst Autofahrer und Fußgänger dürften einen gewissen Gebrauchswert schätzen, denn der Counter gibt auch die genaue Uhrzeit und das Datum an. Der propagandistische Effekt dürfte nicht ausbleiben: Auch wenn sie eher selten zu sehen sind, dann gibt es, über das Jahr gerechnet, Zehntausende an RadlerInnen in Luxemburg! Vorausgesetzt sie mogeln nicht bei der Einfahrt zum Viaduc und fahren brav auf der rechten Seite des Radweges. Sie verpassen sonst glatt die Messschleife und riskieren nicht nur ein Knöllchen, sondern sabotieren auch noch die vielfachen Bemühungen des Schöffensrates dem Rad mehr Gewicht zu geben.

Schaden und Spott für Sotel?

Für ihre militanten Aktionen finden sich Greenpeace-MilitantInnen häufig vor Gericht wieder. Doch selbst wenn sie oder ihre Organisation verurteilt werden, stehen sie in den Augen der Öffentlichkeit als moralische Sieger da: Zum Beispiel kam die spektakuläre Blockade der Esso-Tankstellen 2002 die NGO teuer zu stehen, doch sie profilierte sich als Vorreiterin in Sachen Klimaschutz - und blamierte den Ölmulti und die Luxemburger Justiz. Anders die Greenpeace-Gegner. Bei der Anhörung zu den vermutlich illegalen Bauaktivitäten an der Cattenom-Hochspannungsleitung in einem Naturschutzgebiet forderte die Staatsanwaltschaft eine Geldbuße von 6.000 Euro für den Geschäftsführer der Firma Sotel. Greenpeace will gar die Kosten für die Protestaktionen erstattet haben. Würde diesen Forderungen in letzter Instanz stattgegeben, so hätte Sotel nicht nur den Schaden, sondern auch den Spott. Bloßgestellt wären allerdings auch die Strippenzieher der unseligen Leitung, als da wären die Konzerne Arcelor-Mittal und Enovos sowie der ehemalige Anti-Atom-Militant und semi-demissionäre Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

woxx@home

Cher voleur,

Si tu lis ces lignes, cela veut dire deux choses : primo tu as récidivé et deusio tu sais que nous savons que tu existes. Comment a-t-on fait pour apprendre ton existence ? Très simple : c'est la poste qui a cafté. Par deux fois, la rédaction du woxx a été contactée par une gentille dame du bureau postal eschois, qui avait eu à faire avec un-e de nos abonné-e-s sidéré-e de se voir privé-e de sa lecture hebdomadaire préférée - en l'occurrence le woxx. Suspectant d'abord un facteur surmené et stressé à mort par les privatisations qui s'annoncent, mais qui jure qu'il a remis notre hebdo dans la bonne boîte, nous nous sommes rendus à l'évidence : quelqu'un vole des woxx ! Cher voleur, sache que tu nous mets dans une drôle de situation. D'un côté, nous sommes extrêmement flattés que quelqu'un puisse développer des énergies criminelles juste pour nous lire, de l'autre nous sommes très emmerdés pour notre abonné-e. Alors, si tu veux vraiment lire le woxx et nous rendre heureux : abonne-toi ! Ou, si tu n'en es pas sûr, tu peux même profiter de la période d'essai gratuite de six semaines. Et si tu t'abonnes par après, nous jurons de ne pas te dénoncer aux flics. Deal ?

AKTUELL

AVORTEMENT

Sus à l'absurde !

David Wagner

Si la raison l'emporte, le projet de loi sur l'avortement devra être modifié. Mais cette pseudo-avancée risque de faire les frais des petits jeux politiques de la coalition.

Le 8 mars approche et le débat autour du projet de loi gouvernemental sur l'interruption volontaire de grossesse ne faiblit pas. Pour rappel : le ministre de la justice, François Biltgen, avait déposé l'année passée un projet de loi réformant la loi de 1978 qui ouvrait l'avortement au Luxembourg uniquement en cas de détresse physique ou psychique. Le texte de Biltgen prévoit quant à lui d'ouvrir l'indication à la détresse sociale sous réserve que les femmes devant avorter consultent avant un centre agréé et ce de manière obligatoire. Le projet fut rapidement dénoncé par un grand nombre d'organisations et de partis politiques. La députée Lydie Polfer (DP) alla même jusqu'à redéposer la proposition de loi de sa collègue socialiste Lydie Err, qui, contrairement au texte de compromis entre le CSV et le LSAP, proposait une réforme moderne et cohérente.

Et cette semaine, Lydie Polfer est revenue à la charge, flanquée de la jeune juriste et conseillère communale libérale de Walferdange Joëlle Elvinger. Et comme on pouvait s'y attendre, la charge est lourde. Si l'on peut penser que l'intervention du DP sur ce sujet est un peu tardive, la date ne fut probablement pas choisie au hasard, étant donné que le lendemain (donc ce jeudi), la commission parlementaire de la santé avait enfin invité le collectif « Si je veux ! » pour un échange de vues.

L'état se resserre en tout cas autour des défenseurs de l'actuelle mouture. L'obligation de consultation ne fait l'unanimité qu'auprès des témoins de la majorité, qui, tels le président du LSAP, s'évertuent maladroitement à justifier cette clause qui n'est rien d'autre qu'un compromis politique pour faire passer la pilule auprès d'une partie du CSV. Car entre-temps, quasiment l'ensemble des avis doutent de l'efficacité de cette mesure. Et Polfer de les énumérer à nouveau : la Commission consultative des droits de l'Homme, le Conseil national des femmes du Luxembourg, le Syndicat national des gynéco-obstétriciens et même le Conseil d'Etat. Cerise sur le

gâteau, même un opposant par principe à l'IVG, le président du Conseil des catholiques, Jean-Paul Schmit, a déclaré sur l'antenne de la radio 100,7 qu'il ne voyait pas l'utilité de cette obligation.

Le doute a néanmoins rejoint les rangs de la majorité, et c'est avec une certaine malice que Polfer a ressorti du tiroir ce mercredi un avant-projet de règlement grand-ducal préparé au sein du ministère de la famille, qui dit tout et son contraire : selon ce texte, la femme qui désire procéder à une IVG devrait ainsi consulter un centre, mais ne pourrait pas être obligée de collaborer. Selon nos informations, l'échange de vues au sein de la commission de jeudi matin aurait toutefois été assez constructif et il semble que certain-e-s député-e-s se rendent compte de l'absurdité du texte. Le concept de « détresse » en est un exemple supplémentaire, car il ne découle que d'une appréciation subjective difficilement qualifiable par un juge.

Mais le problème, comme l'a indiqué Polfer, c'est que le débat risque de s'enliser dans des postures politiciennes. Si l'on susurre de-ci de-là que les doutes commencent à croître jusque dans les rangs du CSV - même si les représentants de cette grande muette sont tenus à respecter l'omerta - il s'agit pour le parti de Juncker de garder la face, au détriment de la raison et des femmes concernées. Ah oui, puisque nous en sommes au volet politique : les Femmes socialistes se réuniront en congrès ce 8 mars. Une occasion, en plus de chanter l'Internationale et de tenir des discours émancipateurs déterminés, de lancer un signal aux hommes qui dirigent leur parti de ne pas faire n'importe quoi avec le ventre, le cœur et la tête des femmes.